

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JANVIER 1926.

Proposition de loi complétant l'article 55 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Par des accords entre patrons et ouvriers, datant des 15 avril et 28 juillet 1920, les mineurs, chefs ou soutiens de famille obtiennent gratuitement 4,200 kilogrammes de charbon par an et tous les ouvriers attachés au charbonnage ont droit, en cas de maladie, à 25 % de leur salaire et ce, pendant six mois consécutifs, si la maladie se prolonge pendant au moins cette durée.

La qualité d'ouvrier mineur s'établit par le moyen de la loi sur la retraite des ouvriers mineurs. Sont considérés comme tels, les ouvriers qui sont soumis à la dite loi.

Les règles édictées à cet effet de commun accord entre les parties et qui établissent les conditions de l'octroi de ces avantages et leur retrait éventuel, accorde une partie de la quantité de charbon prévue aux victimes d'accidents survenus à la mine et ayant subi une incapacité d'au moins 50 %, ainsi qu'aux malades. Mais ceux-ci n'ont droit à cette faveur que pendant trois mois.

L'application de ces mesures conventionnelles a eu lieu sans trop de difficultés, les rares différends qui ont surgi ayant été tranchés par les Conseils de Prud'hommes.

Aujourd'hui, par la présente proposition, nous demandons à la Chambre d'introduire dans la loi ce qui existe dans les faits; nous respectons en cela un phénomène bien souvent constaté : la loi venant donner le caractère légal à une pratique courante, parfois traditionnelle.

Mais puisque cela existe, diront peut être certains, puisque les mineurs jouissent de ces avantages, il n'est pas besoin de les inscrire dans la loi, cette formalité ne viendra rien changer au fait.

C'est vrai en principe, mais la loi que nous proposons aura pour effet de rendre définitives les réformes dont il est question et mettra de la tranquillité dans les esprits rendus inquiets par les événements qui se sont produits depuis quelque temps.

En vertu de la Convention du 15 avril 1920, rappelée au début de cet exposé, les ouvriers mineurs pensionnés et leurs veuves-avaient aussi droit au charbon, mais à certain moment les patrons ont dénoncé l'accord pour ce qui concerne les

pensionnés et il fallut qu'une loi soit votée, endossant cette charge au Fonds National de Retraite des ouvriers mineurs pour que les vieux pensionnés conservent l'avantage dont ils avaient joui pendant cinq ans.

En ce moment, il n'est pas formellement question de dénonciation de ce genre pour les ouvriers qui jouissent du charbon gratuit et de l'allocation de maladie, mais les discussions relatives à la Convention des salaires, l'attitude de certains charbonnages, peu nombreux il est vrai, mais dont le nombre a une tendance à augmenter, qui se déclarent indépendants des Commissions mixtes et de leurs décisions, les mesures prises par d'autres tendant à modifier le sens ou la portée de dispositions établies par la Commission Nationale mixte des Mines, certaines allusions vagues mais menaçantes par cela même, ont mis de l'inquiétude dans les esprits et les ouvriers se demandent si un jour ou l'autre les patrons ne pousseront pas plus loin leur prétention de reprendre les avantages consentis en 1920.

Ces réformes, depuis bientôt six ans qu'elles fonctionnent, sont entrées dans les mœurs, l'ouvrier mineur y est habitué, il les considère avec une certaine raison comme définitives, ces avantages lui ont été attribués en raison du caractère particulièrement pénible et dangereux du métier qu'il exerce. Nous ne voulons pas insister d'autre part au sujet du problème de la main-d'œuvre dans les mines. Chacun sait que la main-d'œuvre qualifiée y fait défaut et que même en ce moment de crise il y a, dans l'ensemble, pénurie d'ouvriers mineurs de profession. Ce ne serait pas, chacun le concevra parfaitement, le moyen de résoudre cette grave difficulté que de supprimer les réformes dont nous parlons.

Si semblable fait devait se produire, nous assisterions à une explosion de mécontentement et de méfiance qui viendrait accentuer considérablement le malaise existant.

Déjà maintenant, l'inquiétude qui atteint les esprits, causée par le caractère précaire des réformes dont nous parlons, crée une atmosphère peu propice à la recherche des solutions utiles aux problèmes qui se posent dans l'industrie minière.

Dans l'intérêt de tous, il serait donc utile de faire disparaître la cause de cette méfiance.

A noter, d'autre part, que les charbonnages qui n'appliquent pas entièrement les décisions de la Commission Nationale mixte des Mines, se mettent dans une situation favorable au point de vue de la concurrence vis-à-vis des autres.

Comme nous l'avons dit plus haut, il s'agit, par la présente proposition de loi, de donner un caractère légal à deux réformes réalisées par l'accord des parties, nous ne demandons rien de plus que ce qui existe, il n'est donc pas question de charges nouvelles et de ce point de vue, notre proposition ne pourra rencontrer aucune opposition.

* .

Nous proposons donc d'introduire dans la loi sur les mines une disposition qui complète l'article 55. Celui-ci prévoit l'obligation pour le concessionnaire d'établir des bains-douches à l'usage des ouvriers, nous demandons d'y ajouter qu'il sera tenu de leur allouer une allocation de maladie et d'accorder aux ouvriers ayant menagé une certaine quantité de charbon.

Pour les règles et conditions d'après lesquelles ces avantages seront accordés, nous prévoyons qu'un arrêté royal les établira.

C'est ainsi que l'on a procédé dans la question du charbon gratuit aux

pensionnés, aux invalides et aux veuves, nous pensons qu'il faut suivre la même pratique dans le cas qui nous occupe.

Une courte observation avant de terminer : la quantité de 4,200 kilogrammes de charbon qui est indiquée au début de cet exposé pourrait retenir l'attention de certains de nos collègues.

Nous faisons remarquer qu'il ne s'agit pas de charbons classés, têtes de moineaux ou autres combustibles de luxe, mais de charbon comme il sort de la mine, sans avoir subi aucun travail de nettoyage, d'épierrement ou de classement. Ce charbon est d'une qualité et d'un profit beaucoup moindres que celui qui est ordinairement mis en vente dans les villes et les centres non producteurs et ne pourrait y être comparé.

A. DELATTRE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JANUARI 1926.

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 55 van de samengeordende wetten
op de mijnen, groeven en graverijen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Door de overeenkomsten, tusschen werkgevers en werklieden gesloten op 15 April en 28 Juli 1920, krijgen de mijnwerkers, die het hoofd of de steun van hun gezin zijn, kosteloos 4,200 kilogram kolen per jaar, en al de werklieden, aan de kolenmijn verbonden, hebben recht, in geval van ziekte, op 25 t. h. van hun loon, gedurende zes achtereenvolgende maanden, wanneer de ziekte ten minste zoo lang duurt.

De hoedanigheid van mijnwerker wordt vastgesteld op grond van de wet op het pensioen van de mijnwerkers. Als dusdanig worden beschouwd de arbeiders die aan deze wet zijn onderworpen.

De regelen met dit doel in gemeen overleg tusschen partijen aangenomen, en die de voorwaarden bepalen voor het toekennen van deze voordeelen of voor het eventueel opheffen ervan, verleenen een deel van de voorziene hoeveelheid kolen aan de slachtoffers van ongevallen in de mijn overkomen, en die eene arbeids-onbekwaamheid van ten minste 50 t. h. hebben ondergaan, evenals aan de zieken. Maar dezen hebben daarop enkel recht gedurende drie maand.

De toepassing van deze bij overeenkomst gesloten maatregelen heeft geene groote moeilijkheden opgeleverd; de zeldzame geschillen die zijn opgerezen werden door de Werkrechtersraden opgelost.

Door het wetsvoorstel dat wij nu indienen vragen wij aan de Kamer in de wet te willen inlasschen wat in feite reeds bestaat; daarin houden wij ons aan een herhaaldelijk voorkomend gebruik, namelijk dat door de wet een wettelijk karakter gegeven wordt aan een bestaande praktijk, vaak steunend op overlevering.

Maar vermits het bestaat, zullen sommigen misschien zeggen, vermits de mijnwerkers deze voordeelen reeds genieten is het niet noodig ze in de wet te schrijven, deze formaliteit zal aan den toestand niets veranderen.

In beginsel is dit waar, maar de door ons voorgestelde wet zal voor gevolg hebben dat de hervormingen, waarvan sprake, definitief zullen worden, en kalmt zal brengen in de geesten die door de laatste gebeurtenissen verontrust zijn.

Krachtens de overeenkomst van 15 April 1920, waarop wij in den aanvang van deze toelichting wezen, hadden de gepensioneerde mijnwerkers en hunne

weduwen ook recht op de kolen; op een gegeven oogenblik hebben echter de werkgevers dit accoord opgezegd wat betreft de gepensioneerden, en er moest een wet aangenomen worden, waardoor deze last op het Nationale Pensioenfonds voor de Mijnwerkers werd gelegd, om de oude gepensioneerden het voordeel te doen behouden dat zij sedert vijf jaar genoten.

Op dit oogenblik is er niet op formeele wijze sprake van een dergelijke opzegging voor de arbeiders die kosteloos kolen krijgen en de toelagen wegens ziekte bekomen; doch, de besprekingen betreffende de loonovereenkomst, de houding van sommige koolmijnbesturen — zij zijn weliswaar niet talrijk maar vertoonen eene neiging om talrijker te worden — die beweren onafhankelijk te zijn van de Gemengde Commissies en dezer besluiten, de maatregelen door andere koolmijnbesturen genomen tot wijziging van den zin of de draagwijdte van de door de Gemengde Nationale Commissie voor de Koolmijnen vastgestelde bepalingen, zekere onduidelijke doch juist daardoor dreigende toespelingen, hebben onrust verwekt en de arbeiders vragen zich af of de werkgevers den eenen of anderen dag nog niet verder zullen gaan in hun streven om de in 1920 toegestane voordeelen terug te nemen.

Deze hervormingen zijn gedurende hun zesjarige werking in de zeden doorgedrongen; de mijnwerker is er gewoon aan geworden en aanziet ze niet zonder recht als definitief; die voordeelen werden hem verleend wegens de bijzondere moeilijkheden en gevaren van zijn stiel.

Wij willen anderzijds niet aandringen op het vraagstuk van den arbeid in de mijnen.

Ieder weet dat de geschoolde arbeiders er ontbreken en dat zelfs nu, gedurende de crisis, er in het algemeen te weinig beroepsarbeiders zijn. Ieder zal volkomen begrijpen dat deze ernstige moeilijkheid niet uit den weg kan geruimd worden door middel van de afschaffing van bedoelde hervormingen.

Moest men ze afschaffen, men zou een losbarsting van ontevredenheid en wantrouwen zien plaats grijpen, hetgeen op aanzienlijke wijze den moeilijken toestand zou verscherpen.

Nu reeds verwekt de onrust, door de geringe vastheid van bedoelde hervormingen veroorzaakt, een geestesgesteldheid die weinig geschikt is om het opzoeken van nuttige oplossingen van de vraagstukken der kolennijverheid, te vergemakkelijken.

In het belang van allen, zou het dus nuttig zijn de oorzaak van dit wantrouwen te doen verdwijnen.

Anderzijds moet aangestipt worden dat de koolmijnbesturen die niet volkomen de besluiten van de Gemengde Nationale Commissie voor de koolmijnen toepassen, zich in een voordeelligen toestand plaatsen ten aanzien van de mededinging met de andere koolmijnbedrijven.

Zooals wij het hierboven zegden, streeft het huidige wetsvoorstel er naar, twee hervormingen die door overeenstemming van beide partijen verwezenlijkt werden, wettelijk te maken. Wij vragen niets meer dan wat bestaat en er is dus geen sprake van nieuwe lasten. Te dien opzichte zal ons voorstel aldus geen weerstand vinden.

*
* * *

Wij stellen dus voor in de Koolmijnwet eene bepaling op te nemen tot aanvulling van artikel 55. Dit laatste voorziet de verplichting voor den concessiehouder, stortbaden op te richten ten gebruike van de arbeiders. Wij vragen dat

men hieraan toevoege, de verplichting aan de arbeiders eene toelage wegens ziekte te verleenen en aan de arbeiders die het hoofd van een gezin zijn, een zekere hoeveelheid kolen te verschaffen.

Wij stellen voor dat de regelen en voorwaarden van de toekenning dezer voordeelen bij Koninklijk besluit zouden bepaald worden.

Men heeft dergelijke maatregelen genomen aangaande de kosteloze levering van kolen voor de gepensionneerden, de invaliden en de weduwen; wij zijn van meening dat men denzelfden regel moet volgen in het geval dat ons bezighoudt.

Alvorens te eindigen wenschen wij een korte opmerking te maken : de hoeveelheid van 4,200 kilogram kolen, bij den aanvang van deze toelichting aangegeven zou de aandacht van enkele onzer collega's kunnen gaande houden.

Wij doen hierbij opmerken dat het hier niet gaat om geklasseerde kolensoorten, musschenkoppen en andere brandstoffen, maar kolen zooals zij uit de mijn komen, die geene enkele bewerking ondergaan hebben tot zuivering, verwijdering van steenen of klasseering. Deze kolen zijn van veel geringere hoedanigheid en voordeel dan de brandstoffen die gewoonlijk verkocht worden in de steden en de centra waar zij niet gewonnen worden, en men mag ze er niet mede vergelijken.

A. DELATTRE.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi complétant l'article 55 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 55 der samengeordende wetten op de mijnen, groeven en graverijen.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 55 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières est complété comme il suit :

Les concessionnaires sont tenus, en outre, d'accorder gratuitement les avantages suivants aux membres de leur personnel soumis à la loi sur les retraites des ouvriers mineurs :

a) Aux ouvriers atteints de maladie, une allocation égale à 25 % du salaire de l'ouvrier intéressé et ce pendant au moins six mois consécutifs si la maladie se prolonge;

b) Aux ouvriers, chefs ou soutiens de famille ou vivant en ménage, 4,200 kilogrammes de charbon par an.

L'avantage du charbon gratuit doit être accordé également aux ouvriers malades pendant le même temps que l'allocation de maladie leur est servie et aux ouvriers blessés ayant subi une dépréciation de 50 % au moins.

Un arrêté royal détermine les conditions d'application des clauses ci-dessus.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 55 der samengeordende wetten op de mijnen, groeven en graverijen wordt aangevuld als volgt :

De concessiehouders zijn, daarenboven, gehouden aan de leden van hun personeel, onderworpen aan de wet op de pensioenen ten behoeve van de mijnwerkers, de volgende voordeelen kosteloos toe te staan :

a) Aan de zieke werklieden, een tegemoetkoming gelijk aan 25 t. h. van het dagloon van den betrokken arbeider en dit gedurende ten minste zes opeenvolgende maanden bijaldien de ziekte voortduurt;

b) Aan de werklieden, die hoofd of steun zijn van familie of een huishouden hebben, 4,200 kilogram steenkolen per jaar.

Het voordeel van de kosteloze bedeling van steenkolen moet insgelijks verleend worden aan de zieke arbeiders zoolang de tegemoetkoming wegens ziekte hun verstrekt wordt, alsmede aan de gekwetste arbeiders die een vermindering van arbeidsvermogen van minstens 50 t. h. hebben ondergaan.

Bij Koninklijk besluit wordt de wijze bepaald waarop bovenstaande bepalingen moeten toegepast worden.

A. DELATTRE.
J. DEJARDIN.
ALF. LOMBARD.
E. FALONY.
A. BRENEZ.
MANSART.